
Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de l'Industrie 2023

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Table des matières

Vue d'ensemble.....	4
Évaluation dans les comptes du bilan.....	4
Créances du gouvernement.....	5
Régimes de retraite.....	5
Produits financiers dérivés.....	7
Immobilier.....	8
Indicateurs financiers.....	8
Annexe : Taxonomie des révisions.....	10

Une vue d'ensemble des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 1990 à 2022

Vue d'ensemble

Le Système canadien des comptes macroéconomiques (SCCM) est une source de renseignements précieux pour les entreprises, les administrations publiques et les citoyens. Ces comptes fournissent aux utilisateurs des précisions importantes sur le fonctionnement interne de l'économie, les tendances économiques courantes et les interactions entre les divers secteurs de l'économie. Afin que ces comptes demeurent pertinents, les concepts, les méthodes, les systèmes de classification, et les sources de données sous-jacents doivent être mis à jour périodiquement.

Des révisions statistiques sont effectuées régulièrement dans le Système canadien des comptes macroéconomiques (SCCM) afin d'y intégrer les renseignements disponibles les plus récents. En général, ces révisions se limitent aux mois ou aux trimestres d'une année de référence donnée ou, sur une base annuelle, aux deux ou trois années précédentes.

Périodiquement, on procède à des révisions exhaustives, qui dépassent généralement la portée des révisions régulières, afin d'améliorer les méthodes d'estimation et d'intégrer des sources de données améliorées et de nouveaux concepts.

Le présent document donne un aperçu des récents changements apportés aux comptes financiers et du patrimoine (CFP) pour le troisième trimestre de 2022. Les CFP sont un ensemble intégré de comptes au sein du SCCM et ils comprennent les comptes du bilan national (CBN), les comptes des flux financiers (CFF) et le compte des autres changements d'actifs (CACA). Les changements importants sont présentés ci-dessous, mais d'autres révisions mineures ont également été apportées aux CFP en raison de l'intégration de données tirées de sources de référence et d'autres améliorations aux données des CFP.

L'un des principaux objectifs de ces révisions était d'accroître l'intelligibilité et la cohérence des estimations tout en assurant une meilleure harmonisation avec les lignes directrices internationales¹. Les révisions avaient aussi pour objectif secondaire d'harmoniser les estimations entre différents programmes afin d'assurer la cohérence entre les concepts et les produits statistiques.

Évaluation dans les comptes du bilan

Par le passé, les actifs et les passifs financiers figurant dans les Comptes du bilan national ont été présentés selon deux évaluations, soit celle de la valeur marchande (VM) et celle de la valeur comptable (VC). Le concept de valeur marchande est simple : il est égal à la valeur à laquelle un actif ou un passif financier particulier pourrait être acheté ou vendu sur le marché à un moment précis. Le concept de valeur comptable est moins clair dans ce contexte. Du point de vue de la comptabilité d'entreprise générale, la valeur comptable reflète simplement ce qui est inscrit dans les livres comptables d'entreprises et peut avoir une signification différente pour différents instruments selon la méthode d'évaluation choisie.

Compte tenu des défis² liés à la production d'estimations fiables de la valeur comptable pour des secteurs précis et des problèmes inhérents à l'intelligibilité, les CFP cesseront de produire des estimations pour presque toutes les séries relatives à la valeur comptable qui sont actuellement disponibles. Font exception certaines estimations des passifs pour les titres de créance et les prêts, qui sont disponibles à la valeur comptable (c.-à-d. la valeur nominale), et les passifs sous forme d'actions, pour lesquels il existe un concept clair de la valeur comptable (c.-à-d. ce qui est indiqué comme des actions dans les livres d'une société). Les estimations de la dette sur le marché du crédit à la valeur comptable contenues dans le [tableau présentant le sommaire du marché du crédit](#) continueront d'être diffusées, mais encore une fois, cette valeur comptable est comparable au concept de la valeur nominale de ces passifs.

1. Pour obtenir des précisions sur les lignes directrices nationales actuelles en matière de comptabilité, visiter le site Web du [Système de comptabilité nationale](#).

2. Voir l'article intitulé [Un aperçu des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 1990 à 2022](#) pour en savoir plus.

Créances du gouvernement

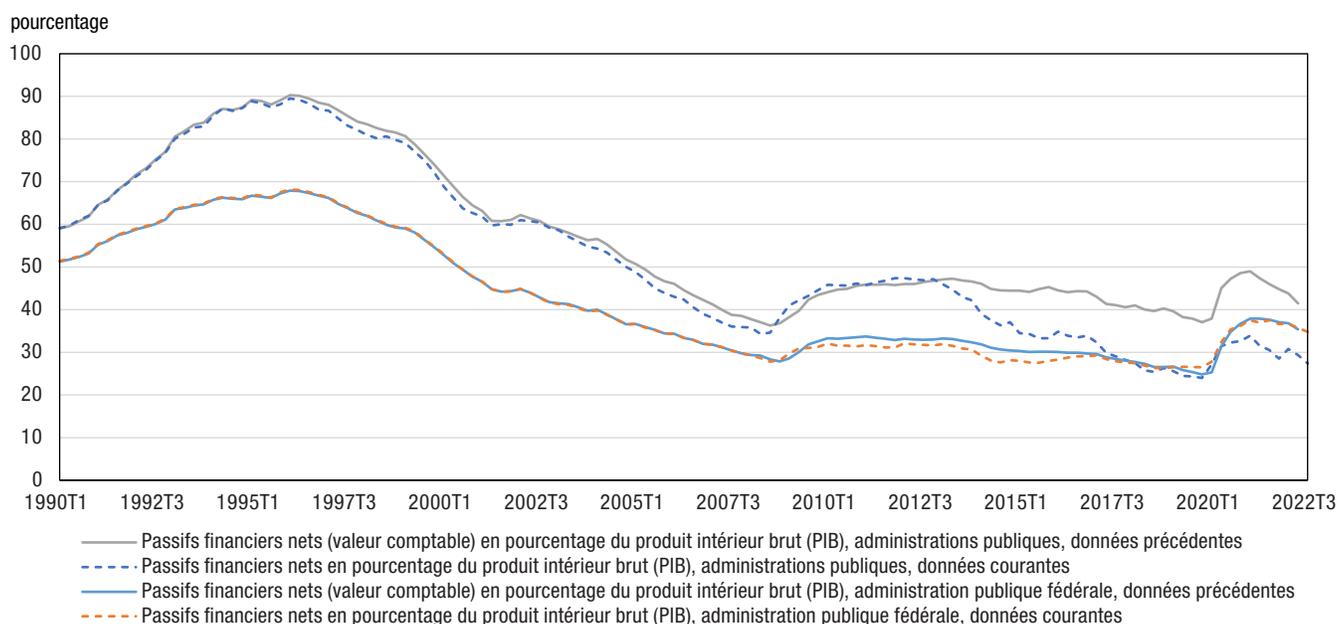
Les comptes financiers et du patrimoine (CFP) produisent des estimations de la dette publique ainsi que divers ratios de la dette au produit intérieur brut (PIB) pour les administrations publiques dans le tableau de données « Indicateurs financiers du secteur des administrations publiques, comptes du bilan national » (38-10-0237-01). Dans les CFP, la dette nette était définie comme la valeur de tous les passifs financiers moins tous les actifs financiers, les deux à la valeur comptable. Par conséquent, « passif financier net » serait un terme plus approprié pour la mesure, car il s'agit d'une mesure plus globale que la dette nette. L'étiquette de ce ratio sera mise à jour pour rendre compte de la terminologie plus exacte et pour la distinguer des autres mesures de la dette nette.

De plus, cette mesure est maintenant fondée sur les actifs à la valeur du marché plutôt qu'à la valeur comptable et les passifs à la valeur nominale (c.-à-d. la valeur comptable). Le graphique 1 illustre les répercussions de ces changements.

Ce changement de définition assure une meilleure conformité aux lignes directrices internationales, y compris au guide de compilation du Système de comptabilité nationale (SCN 2008), lequel recommande l'évaluation à la valeur marchande comme approche par défaut et améliore la cohérence avec d'autres indicateurs d'endettement des CFP, qui sont calculés à partir des actifs selon la valeur du marché.

Graphique 1

Comparaison des ratios de la dette nette (passif financier net) au PIB en utilisant des méthodologies existantes et révisées



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0580-01, Comptes du bilan national.

Régimes de retraite

Le patrimoine des régimes de retraite est une composante essentielle et croissante de la valeur nette des ménages. Un examen global des méthodologies utilisées pour estimer les entrées et les sorties des régimes de retraite, la situation de financement, les droits aux régimes de retraite et le patrimoine des régimes de retraite est en cours. Selon les résultats de cet examen, des changements seront apportés à la façon dont certaines séries sont estimées afin d'assurer la cohérence entre les composantes du secteur des ménages et les instruments de régimes de retraite connexes. Cela comprend les estimations des [comptes courants et du compte du capital des ménages](#), des [comptes du bilan national](#) et du [compte satellite des pensions](#), qui contiennent tous des mesures liées aux entrées, aux sorties, aux actifs et aux passifs des régimes de retraite.

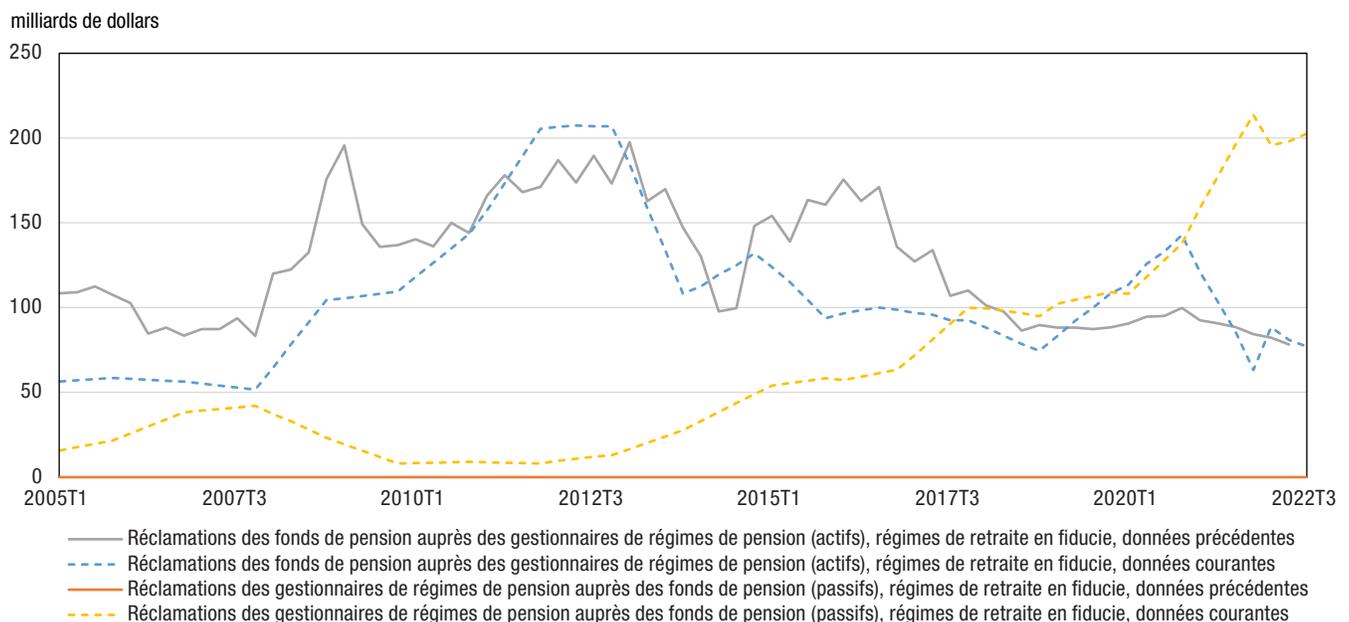
Pour la diffusion du troisième trimestre des comptes du bilan national, la série « Réclamations des fonds de pension auprès des gestionnaires de régimes de pension » a été révisée afin d'y intégrer les renseignements les plus récents sur les droits aux régimes de retraite (c.-à-d. les passifs des pensionnés) et la situation de financement des régimes de retraite. Cette série représente un actif du secteur des régimes de retraite en fiducie si les régimes sont sous-capitalisés (des réclamations des fonds de pension auprès des gestionnaires de régimes de pension) ou un passif de ce même secteur si les régimes sont trop capitalisés (des réclamations des gestionnaires de régimes de pension auprès des fonds de pension).

Ces révisions font en sorte que les secteurs qui n'affichaient auparavant qu'un passif pour le secteur des caisses de retraite en fiducie affichent maintenant un actif et un passif, car certains régimes de retraite en fiducie provenant de ces secteurs contiennent à la fois des fonds qui sont sous-capitalisés et surcapitalisés (voir le graphique 3). Ces situations de financement varient, car les régimes de retraite cherchent à éliminer tout écart important entre leurs actifs et leurs passifs au moyen de divers mécanismes, y compris en améliorant le rendement des placements, en augmentant les cotisations ou en exigeant des paiements complémentaires.

En revanche, certains régimes de retraite ne sont pas gérés en fiducie et ne sont pas capitalisés (c.-à-d. qu'ils fonctionnent selon un mode de paiement à l'utilisation). Toutefois, les droits aux régimes de retraite (passifs) sont toujours estimés dans les CBN pour ces régimes. Dans le secteur de l'administration publique fédérale, les passifs au titre des pensions non capitalisés ont été examinés à l'aide des données des comptes publics sur les mesures actuarielles des passifs au titre des pensions afin d'obtenir une estimation plus exacte de ceux-ci dans les CBN. Dans l'ensemble, cette meilleure distinction de la situation de financement permettra de brosser un portrait plus exact de la situation financière des régimes de retraite au Canada.

Enfin, les changements conceptuels, méthodologiques et statistiques apportés aux CBN ont été intégrés dans la diffusion du troisième trimestre du Compte satellite des pensions (CSP)³ annuel. Bien qu'il soit lié aux CBN et aux autres comptes du secteur des ménages, le CSP présente les actifs et les entrées et sorties des fonds de pension de façon regroupée, mais en fournissant différents niveaux de détail (c.-à-d. qu'il présente les actifs nets du secteur des régimes de pension en fiducie, comparativement aux CBN, qui présentent les actifs et les passifs détaillés de ce secteur).

Graphique 2 Réclamations des fonds de pension auprès des gestionnaires de régimes de pension dans le secteur des régimes de retraite en fiducie



Note : Auparavant, les réclamations des gestionnaires de régimes de pension auprès des fonds de pension (passifs) n'étaient pas évaluées dans les CBN.

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0580-01, Comptes du bilan national.

3. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la façon dont ce compte est construit, veuillez consulter le [Guide du Compte satellite des pensions du Canada](#).

Produits financiers dérivés

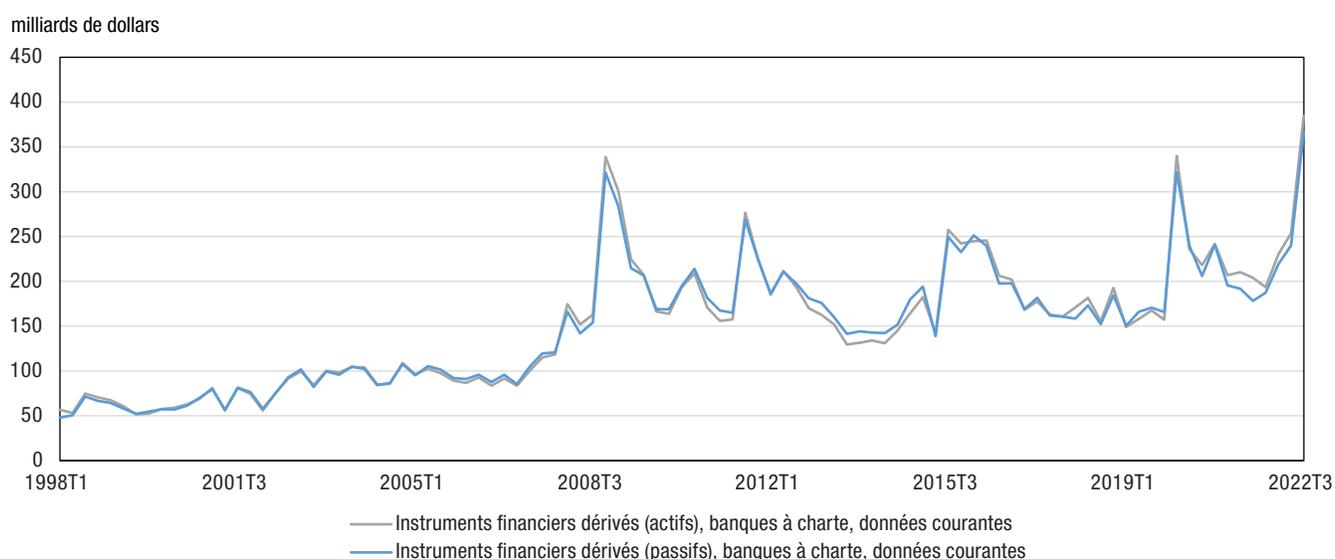
À l'heure actuelle, les produits financiers dérivés⁴ sont classés dans les autres comptes à recevoir et les autres comptes à payer. Toutefois, les normes internationales recommandent de présenter les produits financiers dérivés comme leur propre instrument, ce qui fournit plus de granularité pour les utilisateurs de données, met mieux en évidence cet important produit financier et aide à réduire la taille de la catégorie fourre-tout des autres comptes à recevoir et des autres comptes à payer. Dans le cadre de la diffusion du troisième trimestre, l'accent a été mis sur l'amélioration des estimations existantes et la couverture complète des secteurs qui détiennent des produits financiers dérivés. Par exemple, les actifs et les passifs dérivés des non-résidents, qui étaient auparavant exclus des CBN, sont maintenant intégrés à compter de 2019.

En réponse à l'intérêt existant à l'égard d'une meilleure compréhension du risque sectoriel et de l'endettement lié aux produits financiers dérivés, l'Initiative sur les lacunes en matière de données (phase 2) du FMI a incité les organismes statistiques à produire des données supplémentaires sur ces types d'instruments financiers, qui sont indiquées ci-dessous. Cependant, le niveau exact de granularité est toujours en cours d'examen à l'échelle internationale.

- Produits financiers dérivés et options sur titres des salariés, y compris :
 - ▶ Les instruments en devise nationale
 - ▶ Les instruments financiers dérivés
 - Les options
 - Les contrats à terme de gré à gré
 - ▶ Les options sur titres des salariés

Les travaux à venir en ce qui concerne les CBN seront axés sur l'intégration de séries de produits financiers dérivés à plus long terme pour tous les secteurs des CBN, dans le but de délimiter les produits financiers dérivés en tant qu'instruments autonomes entièrement équilibrés.

Graphique 3
Instruments financiers dérivés des banques à charte, Actifs et passifs



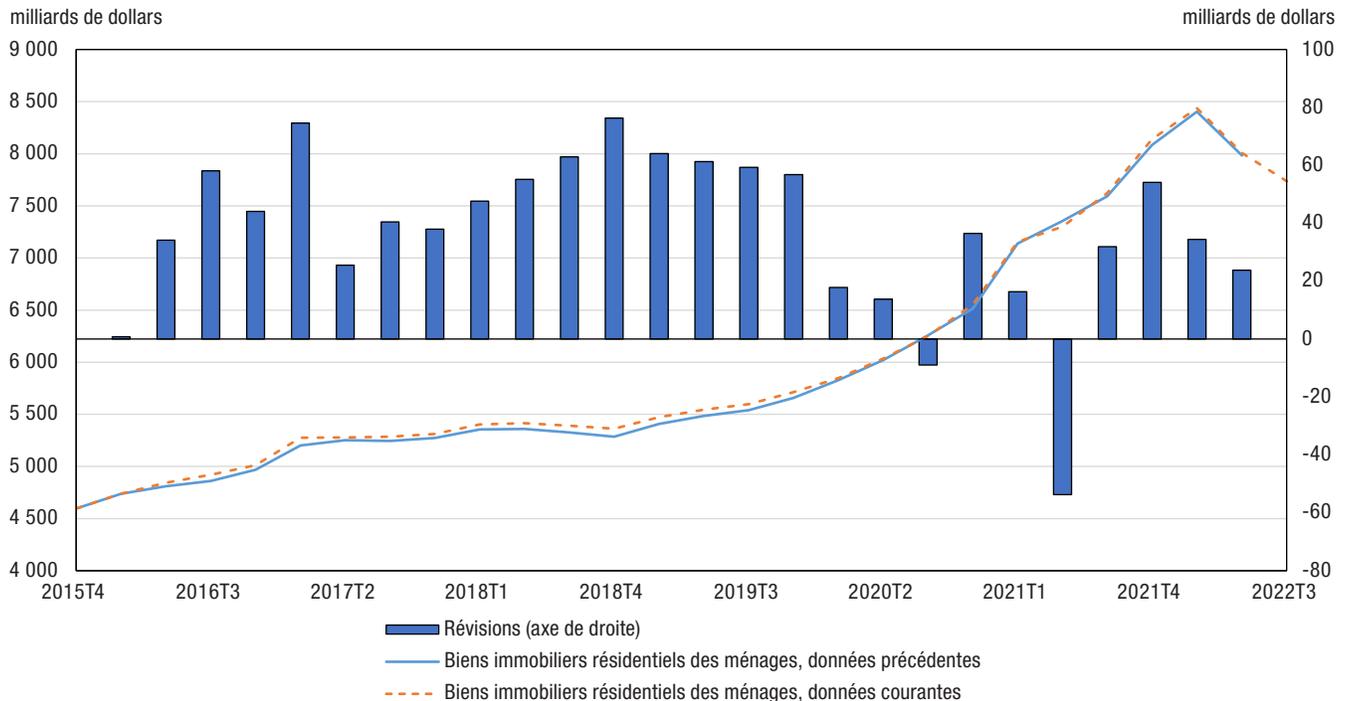
Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0580-01, Comptes du bilan national.

4. Les instruments financiers dérivés sont des ententes contractuelles dont la valeur change en fonction de la fluctuation du prix d'une marchandise, d'un instrument financier ou d'un indicateur. Donc, la valeur de ces instruments financiers secondaires est « dérivée » d'un autre actif principal. Au Canada, il existe des produits financiers dérivés pour les produits agricoles, les devises, les métaux précieux, les actions, les indices boursiers, les obligations des administrations publiques et les acceptations bancaires. Voir [Une introduction aux produits financiers dérivés](#) pour obtenir un aperçu global des produits financiers dérivés au Canada (ce document n'est pas récent, mais il est toujours pertinent).

Immobilier

La valeur des biens immobiliers a été un sujet important au cours des dernières années, à mesure qu'elle a augmenté et que l'activité immobilière s'est accélérée. Dans la diffusion du troisième trimestre des CBN, les données de référence annuelles du [Programme des valeurs des propriétés](#) ont été intégrées pour les biens immobiliers résidentiels et non résidentiels. Le graphique 4 illustre l'incidence de l'intégration de ces données de référence.

Graphique 4
Révisions de la valeur des biens immobiliers résidentiels du secteur des ménages



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0580-01, Comptes du bilan national.

Indicateurs financiers

Plusieurs nouveaux indicateurs financiers pour le secteur des administrations publiques et le secteur des entreprises sont maintenant offerts afin de fournir des façons supplémentaires d'interpréter les principales tendances financières et d'évaluer les risques financiers. Ceux-ci comprennent les ratios d'endettement et les taux d'intérêt effectifs sur la dette et sont disponibles dans les tableaux suivants : [Indicateurs financiers du secteur des sociétés, comptes du bilan national](#) et [Indicateurs financiers du secteur des administrations publiques, comptes du bilan national](#).

Tableau 1
Autres changements qui seront intégrés aux séries chronologiques des comptes financiers et du patrimoine

Révision	Description du changement
Actions non cotées en bourse	En 2021, une nouvelle méthodologie a été élaborée pour mieux estimer les secteurs de l'économie qui détenaient des actions non cotées en bourse liées à des sociétés canadiennes sous contrôle privé. Cette méthodologie a entraîné des révisions à la hausse de la valeur des actions non cotées en bourse détenues par les ménages. Au cours de l'année suivante, des travaux supplémentaires ont été entrepris pour valider davantage les résultats de cette méthodologie. Par conséquent, la valeur des actions non cotées en bourse détenues par les ménages a été révisée à la hausse afin d'aligner pleinement les estimations sur les résultats de ce nouveau processus.
Ressources naturelles	La valeur des ressources naturelles, un élément clé de la richesse du Canada, a été révisée en raison de la mise à jour des données de référence sur la production des industries des ressources et les coûts d'extraction connexes. Cette information est utilisée pour obtenir une mesure de la rente des ressources, qui constitue la base de l'évaluation des ressources naturelles dans les CBN. Comme la méthode d'estimation des ressources naturelles tient compte de cette rente des ressources sur toute la durée de vie des réserves d'un produit de base, des petites révisions des revenus et des dépenses peuvent entraîner des révisions beaucoup plus importantes de la valeur marchande de l'actif figurant au bilan. Pour plus d'informations sur la méthodologie utilisée pour estimer le patrimoine en ressources naturelles dans les comptes du bilan national, veuillez consulter les Statistiques sur le patrimoine en ressources naturelles dans les comptes du bilan national .
Révisions des autres comptes à recevoir et des autres comptes à payer	En général, la catégorie des autres comptes à recevoir et des autres comptes à payer comprend une grande variété de valeurs et d'opérations diverses qui ne sont incluses dans aucune des autres catégories d'actifs ou de passifs financiers. De plus, des efforts continus ont été déployés pour séparer les articles connus afin d'aider à réduire la taille de cette catégorie fourre-tout. Avec la transition vers les Statistiques de finances publiques en 2008, certaines discontinuités ont été créées dans ces catégories pour les secteurs des administrations publiques. Par conséquent, les estimations actuelles ont été révisées pour tenir compte de ces écarts et être plus étroitement harmonisées avec les données et les concepts sources.

Source : Statistique Canada, « Un aperçu des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 1990 à 2022 », Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens, (13-605-X), 2022.

Annexe : Taxonomie des révisions

La révision complète du SCCM englobe normalement six types de révisions : les révisions conceptuelles, les révisions méthodologiques, les révisions des classifications, les révisions statistiques, les révisions de la présentation et les révisions du contenu.

- Les **révisions conceptuelles** reflètent les changements concernant ce qui est mesuré. Par exemple, les concepts fondamentaux des comptes macroéconomiques comprennent les concepts de frontière de la production, de consommation, d'unités institutionnelles, etc. Toute modification de ces définitions ou l'ajout d'un nouveau concept est considéré comme une révision conceptuelle.
- Les **révisions méthodologiques** reflètent les changements apportés à la façon dont les choses sont mesurées ou aux méthodes utilisées pour produire les comptes. Par exemple, la déflation, la désaisonnalisation, l'étalonnage et la modélisation sont des méthodes fréquemment utilisées en comptabilité macroéconomique. Tout changement apporté à ces méthodes ou l'élaboration de nouvelles méthodes est considéré comme une révision méthodologique.
- Les **révisions des classifications** ont lieu lorsque les systèmes de classification (actifs, industries, produits, consommation, etc.) qui sous-tendent les comptes macroéconomiques sont mis à jour. Les révisions des classifications sont nécessaires pour s'assurer que la présentation des comptes macroéconomiques reflète la structure économique et sociale courante.
- Les **révisions statistiques** ont lieu quand de nouvelles sources de données (généralement de plus haute qualité) sont intégrées dans les comptes macroéconomiques.
- Les **révisions de la présentation** ont lieu quand la façon dont les données sont présentées ou les termes utilisés pour décrire les données sont mis à jour, ou lorsque des données supplémentaires sont fournies. Ces révisions sont généralement faites pour correspondre à la terminologie internationale ou pour rendre les données plus intuitives pour les utilisateurs.
- Les **révisions du contenu** reflètent les changements concernant la quantité de détails présentés pour un compte particulier ou un ensemble de statistiques macroéconomiques.